

Pour en finir avec le faux débat sur le pourboire et pour qu'on se penche sur l'attractivité de notre branche



Stratégie

Roland Héguy
Président
confédéral
de l'UMIH

Une mise au point définitive sur le faux débat du pourboire

Les médias devaient manquer de sujets d'actualité en cette seconde moitié d'août. C'est ainsi qu'à partir du 16, nous avons eu droit à une déferlante d'articles et de reportages annonçant que l'UMIH voulait rendre le pourboire obligatoire. Je me dois d'éteindre une polémique qui ne repose sur rien, si ce n'est sur la confusion que font certains journalistes entre pourboire et pourcentage. Disons-le une fois pour toutes : rendre le pourboire obligatoire est un contresens puisque octroyer un pourboire est par définition un acte volontaire. C'est ce qu'on appelle une libéralité, une gratification dont le montant est laissé à l'appréciation du client en retour de sa satisfaction pour le service rendu. Voilà, qui, je l'espère, clôt le faux débat qui a agité les médias durant ce mois d'août.

Le vrai enjeu : se donner les moyens de recruter dans notre branche

Le vrai débat s'inscrit dans un cadre bien plus large et pour répondre à une question brûlante : celle des moyens de donner plus d'attractivité aux emplois de notre branche - ce qui nous a amenés à évoquer entre autres le pourcentage. Ainsi, comment des centaines de milliers d'emplois peuvent-ils rester non pourvus - et tout spécialement dans les CHR - alors que le chômage demeure à un niveau aussi élevé ? Les retours de nos professionnels dans toute la

France, quel que soit le type d'établissement, sont alarmants : ils ne trouvent plus de personnel et cette situation s'est particulièrement aggravée cet été. C'est aussi ce que j'ai constaté partout où je me suis rendu pendant les vacances. Certains ont dû réduire leur amplitude d'ouverture faute d'effectifs. Voilà où nous en sommes !

Cette situation, inacceptable dans un pays rongé par le chômage de masse, nous met face à une cause nationale. L'UMIH étudie actuellement un ensemble de propositions pour remédier à ces tensions sur le marché de l'emploi dans notre branche. N'ayons pas peur de réfléchir aux blocages inhérents à nos métiers pour qu'ils deviennent de vraies opportunités de carrière et attirent les meilleurs éléments. Nos entreprises sont prêtes à former de nouveaux salariés, tandis que notre OPCA, le FAFIH, est en mesure de financer les formations courtes de ceux que nous recruterons.

Le Gouvernement a entendu favorablement nos propositions pour gagner un point de PIB grâce au tourisme. Il paraît prêt à nous suivre. Mais ne nous y trompons pas : cet objectif ne pourra être atteint que si nos entreprises ont le personnel pour bien accueillir les 100 millions de touristes que nous espérons à terme en France. Nous soumettrons prochainement nos propositions en ce sens au Gouvernement et mon espoir est que tous, partenaires sociaux et entreprises, prendront part au débat. ■